



**HAL**  
open science

## Communication intercommunale et changement climatique. Critique des “ utopies mobilisatrices ”

Marième Pollèle Ndiaye

► **To cite this version:**

Marième Pollèle Ndiaye. Communication intercommunale et changement climatique. Critique des “ utopies mobilisatrices ”. *Revue française des sciences de l’information et de la communication*, 2016. hal-02525081

**HAL Id: hal-02525081**

**<https://hal.science/hal-02525081>**

Submitted on 30 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Revue Française des  
Sciences de l'information  
et de la communication

N°8-2016

Humanités Numériques et  
Sciences de l'Information  
et de la communication

# Revue française des sciences de l'information et de la communication

## 8 | 2016

# Humanités Numériques et Sciences de l'Information et de la communication

Sous la direction de **Julia Bonaccorsi, Valérie Carayol et Jean-Claude Domenget**



Sans fanfaronner exagérément, il faut bien reconnaître en préambule que les sciences de l'information et de la communication (SIC) ont de longue date développé des théories et des paradigmes qui permettent de saisir et d'analyser les enjeux sociaux liés au « numérique » (numérisation, informatisation, TIC). Qu'il s'agisse des travaux ayant souligné les implications des systèmes d'information informatisés dans l'organisation du travail, ceux portant sur les mutations médiatiques de la communication, ceux analysant les relations entre technique et société à travers les usages des dispositifs d'information et de communication, ceux interrogeant les discours de la société de l'information, ceux abordant les industries culturelles et médiatiques ou bien encore, les recherches analysant les médiations liées à la numérisation documentaire. Au-delà des enjeux liés au numérique ou à ceux de la numérisation croissante des activités de médiation, la question de l'artefactualité technique, impliquée par toute transmission

ou transformation d'informations ou de connaissances, est depuis la fin des années 70 une question essentielle des SIC. [En savoir +]

**Jean-Claude Domenget, Julia Bonaccorsi et Valérie Carayol**

Introduction au dossier « Humanités numériques et SIC » [Texte intégral]

---

## ***Dossier***

**Jean-Edouard Bigot, Virginie Julliard et Clément Mabi**

Humanités numériques et analyse des controverses au regard des SIC

[Texte intégral]

Retour sur une expérience pédagogique

**Alan Ouakrat et Julien Mésangeau**

Resocialiser les traces d'activités numériques : une proposition qualitative pour les SIC [Texte intégral]

**Mariannig Le Béhec et Camille Alloing**

Les humanités numériques pour repenser les catégories d'analyse [Texte intégral]

Le cas du « territoire numérique de marques »

**Marc Jahjah**

De la bibliographie matérielle aux « Digital Studies » ? [Texte intégral]

L'apport des SIC à la compréhension de la matérialité numérique

**Eleni Mouratidou et Geneviève Vidal**

Une approche communicationnelle des *Massive Open Online Courses*

[Texte intégral]

**Franck Cormerais, Olivier Le Deuff, Amar Lakel et David Pucheu**

Les SIC à l'épreuve du digital et des Humanités : des origines, des concepts, des méthodes et des outils [Texte intégral]

**Stéphane Vial**

Le tournant design des humanités numériques [Texte intégral]

*Digital Humanities and the Design Turn*

---

## ***Émergences***

Introduction [Texte intégral]

Gino Gramaccia

**Ghislaine Chartron**

Stratégie, politique et reformulation de l'open access [Texte intégral]

**Antoine Barthelemy, Julien Baudry, Aurélie Braud, Christelle Charazac et Delphine Galot**

*Open access* en bibliothèque universitaire : de nouveaux enjeux de médiations [Texte intégral]

**Olivier Le Deuff**

Anatomie et nouvelle organologie de l'édition ouverte [Texte intégral]

**Julien Figeac et Johann Chaulet**

Le design de l'hyperconnectivité relationnelle [Texte intégral]

Vidéo-ethnographie des usages nomades des réseaux socionumériques

*The design of social hyper-connectivity : Video-ethnography of the uses of Mobile Social Network Sites*

**Philippe Boistel**

La phrase vocation est-elle synonyme du slogan ? [Texte intégral]

**Marième Pollèle Ndiaye**

Communication intercommunale et changement climatique [Texte intégral]  
Critique des « utopies mobilisatrices »

**Olivier Galibert**

Exploration des enjeux de la demande sociale pour les SIC [Texte intégral]

---

## ***Regards croisés***

Sous la direction de **Fabien Bonnet et Jacques Bonnet**

Regards croisés [Texte intégral]

Perspectives internationales en information-communication

**Ivone de Lourdes Oliveira et Ângela Marques**

Avancées épistémologiques et paradigmatiques de la production scientifique en communication organisationnelle au Brésil [Texte intégral]

---

## ***Vie des labos***

Sous la direction de **Mélanie Bourdaa et Aurélia Lamy**

**Olivier Pulvar**

L'Institut Caribéen d'Études Francophones et Interculturelles (ICEFI)

[Texte intégral]

---

## ***Revue des revues***

Sous la direction de **Bruno Chaudet**

**Bruno Chaudet**

La revue *Essachess – Journal for Communication Studies* [Texte intégral]

Entretien avec Stefan Bratosin, fondateur et directeur de la revue *Essachess – Journal for Communication Studies*, professeur à l'Université Paul Valéry Montpellier 3

---

## ***Parutions***

**Céline Cholet**

Anne Piponnier, Anne Beyaert-Geslin, Stéphanie Cardoso (coord. Par),

*Communication & Organisation. Design & Projet*, n° 46 [Texte intégral]

Presses universitaires de Bordeaux, décembre 2014, 330 p., 25 €

**Gino Gramaccia**

Bernard Miège, *Contribution aux avancées de la connaissance en*

*Information-Communication* [Texte intégral]

INA Éditions, 2015, 239 p., 20 €

**Marlène Dulaurans**

Évelyne Broudoux, Ghislaine Chartron, *BIG DATA – OPEN DATA,*

*Quelles valeurs ? Quels enjeux ? Actes du colloque « Document*

*numérique et société »*, Rabat, 2015 [Texte intégral]

De Boeck Supérieur, 2015, 282 pages, 29,50 €

# Revue française des sciences de l'information et de la communication

8 | 2016 :

Humanités Numériques et Sciences de l'Information et de la communication  
Émergences

---

## Communication intercommunale et changement climatique

Critique des « utopies mobilisatrices »

MARIÈME POLLÈLE NDIAYE

---

### *Résumés*

Français English

Peut-on parler de mobilisation territoriale favorable aux questions climatiques, dans le temps où les pratiques de communication déployées par les collectivités locales manquent de lisibilité ? Et s'il s'agissait plutôt « d'utopies mobilisatrices », lesquelles se formeraient dans l'intervalle incertain entre les contraintes de l'impératif écologique et les instances locales toujours en quête de légitimité ? Dans la présente contribution, l'auteur se penche sur le cas du dispositif « pionniers du climat » de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB)<sup>1</sup> pour illustrer les tensions et les discordances dans la fabrique d'une action collective territoriale.

Can we talk about territorial mobilization favourable to the fight against climate change, in the time where the communication practices deployed by local governments lack of readability ? And if it was, rather, 'mobilizing utopias', which would be formed in the interval uncertain between the constraints of the ecological imperative, and local authorities, always in quest of legitimacy ? In this contribution, the author focuses on the case of the device "pionniers du climat" of the Urban Community of Bordeaux (UCB) to illustrate the tensions and inconsistencies in the manufacture of a territorial collective action.

## Entrées d'index

**Mots-clés** : communication territoriale, changement climatique, mobilisation, utopies, communauté urbaine de Bordeaux

**Keywords** : territorial communication, climate change, mobilization, utopia, urban community of Bordeaux

---

## Texte intégral

- 1 La force instituante de la communauté internationale et celle de l'État français exhortent les collectivités locales, du fait de leur proximité avec les populations, à promouvoir des actions favorables aux questions écologiques juxtaposant « la responsabilisation collective et l'implication individualisée » (Salles, 2006). La communication devient alors un enjeu considérable, une « instance unifiante » (Sfez, 2007), pour faire du territoire un lieu d'actions concrètes et d'innovations. Pourtant, les campagnes de communication incitatrices n'ont pas les effets escomptés. En effet, l'anéantissement annoncé de certaines espèces animales ou végétales, la détérioration accélérée des environnements qui nous entourent, et les risques dont, à un degré plus ou moins élevé, l'on peut penser qu'ils menacent nos modes de vie, ne semblent pas générer de forte mobilisation du public au niveau local. Un décalage qui révèle les failles de la communication territoriale et questionne sur son efficacité. D'autant plus que l'on constate un engouement des collectivités locales pour des actions encourageant une prise de conscience écologique. Il s'agit, pour ces instances, de revendiquer leur engagement pour une préoccupation sociétale mais aussi de garantir leur légitimité d'actions. Par voie de conséquence, la conjonction de l'impératif écologique avec ces pratiques de légitimation sociale, au centre de la communication territoriale, génère ce que nous proposons d'appeler des « utopies mobilisatrices ». Celles-ci se forment dans l'intervalle incertain entre les contraintes de l'impératif écologique et les instances locales toujours en quête de légitimité. En partant de cette considération, nous allons démontrer au fur et à mesure de nos développements, comment les « utopies mobilisatrices » favorables aux questions climatiques deviennent le réceptacle de pratiques inextricables. Précisément, nous allons puiser des exemples dans nos travaux de thèse menés entre 2010 et 2013, et consacrés à l'articulation des différentes échelles de traitement de la problématique climatique au sein de Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB).

## Effets de la territorialisation du défi climatique

- 2 Entre 2012 et 2013, la CUB a voulu mobiliser tout son territoire autour de son « plan climat », notamment via les « pionniers du climat ». Cette démarche est basée sur le recrutement de cent foyers volontaires qui bénéficient, pendant une année, d'un accompagnement spécifique afin de modifier leurs modes de consommation et de déplacement en faveur de comportements plus écologiques. L'enjeu était aussi pour l'intercommunalité de passer d'initiatives individuelles dispersées sur l'espace communautaire à un mouvement collectif. À ces fins, la CUB a décidé de s'appuyer principalement sur les communes qui la composent pour soutenir et relayer le projet. Cependant, les obstacles qui jalonnent le parcours de l'action collective territoriale en faveur du climat sont nombreux.
- 3 Dans la région Aquitaine, l'on dénote une douzaine de plans climats déclinés à



différentes échelles territoriales. Ainsi, les municipalités de Mérignac, Pessac, Bordeaux, le Conseil général de la Gironde, et le Conseil régional d'Aquitaine qui incarnent respectivement le département et la région, sont aussi tributaires de la loi Grenelle 2 de l'environnement. Celle-ci incite les collectivités territoriales de plus de cinquante mille (50 000) habitants à délivrer un plan climat, lequel définit le programme d'actions des instances ciblées pour lutter contre le changement climatique. Toutefois, cette redondance de l'action publique aboutit à un enchevêtrement des finalités communicationnelles voire à des « effets de cannibalisation » et de « mise en abyme ». À titre d'exemple, les concertations publiques lancées par la CUB et le département sur leurs plans climats se sont chevauchées au détriment de ce dernier. Sur le site internet du Conseil Général, on pouvait lire des commentaires qui laissaient présager la confusion causée. Dans un autre registre, la ville de Bordeaux a refusé que des réunions publiques pilotées par la CUB se tiennent sur son territoire car étant elle-même, en démarche « plan climat ».

4 Dans ce contexte, stimuler une action collective coordonnée était un pari ambitieux pour la Communauté urbaine bordelaise. D'autant plus que les relations entre la CUB et les communes se limitaient, jusqu'alors, à un soutien technique et financier. C'est ce que l'on nomme « l'intercommunalité de services ou de gestion » qui répond à une nécessité pratique liée à l'aménagement du territoire (planification urbaine, élaboration d'équipements locaux). La réunion des communes offre alors la possibilité d'amortir les coûts de manœuvre. Avec « les pionniers du climat », la CUB tendait vers « l'intercommunalité de projet » qui consiste à favoriser l'alliance des communes en allant au-delà des divisions et relations nécessaires pour bâtir un projet collectif. L'ambition affichée par l'organisation : se positionner comme « chef de file » de la mobilisation intercommunale favorable à la question climatique, mais aussi « lutter pour la reconnaissance » pour paraphraser l'ouvrage éponyme de Honneth (2000).

5 Par ailleurs, pour aborder ce terrain, nous avons opté pour une visée qualitative avec la tenue d'entretiens semi-directifs et l'observation en situation. Ainsi, dix-sept (17) communes parmi les vingt-sept (27) de la CUB ont pris part à l'enquête. En outre, l'équipe de pilotage du projet a été approchée. Il s'agissait des prestataires de service embauchés pour assurer la réalisation du dispositif, des chargés de projet successifs « pionniers du climat » et de l'élue référente sur la question au sein de la structure intercommunale. Soit, sept (7) sondés. Enfin, nous avons également sollicité les partenaires institutionnels et socioéconomiques de la CUB qui furent impliqués, dans une moindre mesure, en tant que relais auprès de la population, soit onze (11) répondants. Quant à l'observation en situation, elle fut l'occasion de saisir *in extenso*, la fabrique d'un processus de mobilisation territoriale. À travers cet échantillonnage, nous souhaitions voir comment la communication sur le changement climatique pouvait-elle susciter de forte mobilisation à l'échelle locale.

6 Pour décrypter et analyser cette problématique, nous avons convoqué principalement la communication des organisations publiques (D'Almeida, 2007 ; Carayol, 2005 ; Loneux, 2009 ; Bessières, 2009) ; la « communication engageante ET institutive » (Bernard, 2006) ; et les théories de l'action collective (Snow & Benford, 2000 ; Neveu, 2007 ; Céfai, 2007).

## Paradoxes de la communication intercommunale

7 De nos observations, il ressort que la plupart des communes ont fait part de leur



mécontentement à l'égard de l'initiative « pionniers du climat ». D'ailleurs, du côté de la CUB, l'on reconnaît que l'accueil fut « plutôt mitigé, [...] c'est du cas par cas, puisqu'il y a certaines communes qui ont déjà lancé des initiatives, des démarches un peu similaires et du coup, elles avaient quelques inquiétudes » (un chef de projet « pionniers du climat »). En effet, les communes ont eu le sentiment que la Communauté Urbaine de Bordeaux n'a pas pris en compte leurs particularités avant de lancer sa démarche. Les municipalités avaient le sentiment d'être face à une action imposée. Un prestataire confirme :

« On a l'impression que les communes n'étaient pas très volontaires pour se mobiliser. Visiblement, il y a un problème de collaboration entre la CUB et les communes [...]. *A priori*, les communes ont le sentiment que les ordres viennent d'en haut et qu'elles subissent à un moment donné, et que ce n'est pas assez mis en synergie avec leurs propres actions sur le terrain ».

- 8 Cependant, curieusement, nous avons noté que les relations CUB/communes sont marquées par des contradictions. D'une part, les communes reprochent à la CUB de ne pas prendre en compte leurs singularités et dans le même temps, elles restent passives quand l'établissement réalise des initiatives en ce sens. Ainsi, les communes ont regretté de ne pas avoir été suffisamment impliquées en amont du projet. Pourtant, quand elles étaient consultées pour exprimer leurs opinions sur des documents, constituer un fichier récapitulatif des initiatives existantes sur leur territoire ou encore sollicitées pour participer aux réunions, elles n'étaient pas toujours disponibles. D'autre part, si la CUB affirme son intention de rassembler les communes autour de sa démarche ; dans le même temps, elle met en place des actions favorisant sa reconnaissance en tant qu'organisation autonome. De fait, l'instance est partagée entre ses ambitions (se positionner comme une figure incontournable du paysage local) et l'obligation normative, fixée dans ses statuts, de mise en exergue des politiques communales. Indubitablement, nous sommes face à un problème structurel ; d'ailleurs, un des membres de l'équipe de pilotage partage cette analyse. Interrogé sur les contraintes rencontrées dans le cadre de son travail, il justifie la difficulté à mobiliser les communes autour de la CUB :

« Je pense que c'est structurel, je pense que c'est lié au fonctionnement des intercommunalités en France qui sont un échelon de légitimité indirect avec encore des prérogatives fortes à l'échelle municipale. Donc, il y a un peu concurrence, une concurrence qui n'est pas toujours dite mais qui est bien connue ».

- 9 Pourtant, pour anticiper ces critiques et donner l'impulsion à une dynamique mobilisatrice autour des « pionniers du climat » ; le réseautage fut utilisé comme « un moyen stratégique » et comme un « support technique de la communication » (Lavigne, 2008). Il s'agissait par-là, de miser sur la coopération territoriale. Chaque acteur était perçu « comme un point nodal à partir duquel se tissent des liens avec d'autres acteurs, d'autres nœuds de relations » (Cinalli, 2009, p. 32). Aussi, toujours dans une optique mobilisatrice et pour une communication engageante, tout au long du processus, les communes recevaient ponctuellement des courriels (combinés avec des réunions et des appels téléphoniques) de la CUB pour les tenir informées de la progression du projet. Il s'agissait de favoriser et de maintenir leur engagement. Dans les courriels, la terminologie utilisée reflétait ces enjeux : « *nous demandons à l'ensemble de nos partenaires volontaires de bien vouloir nous aider* » ; « *Nous vous remercions de votre indispensable coopération* ». Le ton du discours traduit le fait que la participation au projet repose sur du volontariat ; mais aussi sur la nécessaire collaboration des communes pour assurer le succès de la démarche. On note aussi dans ces messages, la responsabilité affirmée par la CUB de jouer la transparence et de légitimer, quelque part, l'initiative en rendant compte de ses activités : « *Un*

*compte-rendu vous sera communiqué très prochainement ».*

10 Au final, que peut-on déduire de ces résultats ?

## La CUB entre « Imputation », « députation » et « réputation »

11 Associer les communes aux différentes phases de la démarche « pionniers du climat » n'est résolument pas synonyme d'efficacité. La démarche « pionniers du climat » apparaît donc comme une « *utopie mobilisatrice* ». Nous définissons les « *utopies mobilisatrices* » comme étant fondées sur la croyance selon laquelle la mobilisation territoriale (supportée par des dispositifs de communication) est consubstantielle à la réussite de l'action publique surtout en matière de questions écologiques. Ceci, en partant du constat que la lutte contre le changement climatique est un problème public. « [L]es problèmes publics apparaissent comme tels parce qu'ils sont supposés transformables ou éradicables par une action spécifique des pouvoirs publics » (Pasquier & Céfaï, 2003, p. 69). En même temps, « la résolution des problèmes publics n'est pas le monopole de l'État et de ses représentants » (*ibid.*) d'où l'idée de « mobilisation » puisque la lutte contre changement climatique apparaît comme un principe d'association de toutes les parties prenantes de la société (citoyens, organisations privées et publiques, gouvernements, etc.). Néanmoins, cette démarche est compromise comme nous l'avons souligné plus haut d'où l'idée d'« utopie »<sup>2</sup>. Nous en déduisons ainsi donc que l'instance CUB subit une antinomie structurelle, paradoxe organisationnel car tiraillée entre « imputation », « députation » et « réputation » pour reprendre les termes du modèle théorique développé par Nicole D'Almeida (2007).

12 « *L'imputation* » est « un terme important en droit et en comptabilité » puisqu'il est au fondement de la responsabilité (D'Almeida, 2007). En ce qui nous concerne, c'est la légitimité instituée par la loi Grenelle 2 de l'environnement qui incite les collectivités locales de plus de 50 000 habitants à mettre en place un programme d'actions concrètes pour lutter contre les effets territoriaux du changement climatique. La Communauté Urbaine de Bordeaux s'inscrit donc en cohérence avec la législation en lançant l'action « pionniers du climat ». Pourtant, cette situation conduit aux télescopages des pratiques de communication territoriale amenant les communes à donner de la voix. En outre, la question de la visibilité de l'action se pose puisque le territoire communautaire est le théâtre où interfèrent de nombreuses pratiques favorables à la lutte climatique à l'initiative d'entités hétérogènes (associations, acteurs socioéconomiques, représentants de l'État, collectivités locales, entreprises, etc.). Sans compter l'absence de sentiment d'appartenance à l'intercommunalité, laquelle peut expliquer le déficit d'engagement de certains acteurs locaux devant les « pionniers du climat ».

13 Pour remédier à cet écueil, l'organisation communautaire mise alors sur la « *députation* ». En effet, « dans la question de la députation se profile la question du contrat social, de la volonté générale et du bien commun » (D'Almeida, 2007, p. 122). Il s'agit pour la collectivité locale d'affirmer sa compétence à incarner l'intérêt général en dehors de toute obligation légale. En d'autres mots, elle veut éviter la disqualification dans le débat sur la crise écologique. La disqualification désigne ici une règle sportive, laquelle exclut les joueurs qui ne respectent pas les règles du jeu. En poursuivant la métaphore, il s'agit de considérer la lutte contre le dérèglement climatique comme un jeu stratégique où l'objectif est de préserver la planète. Les règles de conduite sont dictées par la communauté internationale à coup de protocoles et de réglementations qui encouragent la participation massive de tous (incitation aux changements comportementaux). Néanmoins, certains

contestent les règles, ce qui leur vaut d'être stigmatisés. Nous avons alors deux camps, d'un côté « les bons joueurs » et de l'autre les « mauvais joueurs ». Rappelons-nous du « *climagate* », scandale provoqué en 2009 par les climato-sceptiques<sup>3</sup> dont l'un des représentants les plus connus en France, Claude Allègre (ancien ministre de l'Éducation nationale) fut traité d'irresponsable par les environnementalistes et par quelques médias pour avoir émis des doutes sur l'expertise du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Ainsi parler favorablement d'écologie est devenu la norme à suivre si l'on veut éviter d'être mis « hors-jeu » du débat public. Nonobstant, si la lutte contre le changement climatique encourage l'action collective locale, le cadre institutionnel limite les domaines d'intervention de la CUB. En effet, en s'adressant aux habitants du territoire communautaire, aux yeux des communes, la CUB fait de l'ingérence d'où leur défiance. Pourtant, il y a un paradoxe car si dans ses statuts, le rôle de l'intercommunalité est d'articuler la coordination des actions à l'échelle intercommunale (entre les communes). En même temps, le principe de subsidiarité l'autorise à s'emparer des tâches qui ne peuvent être réalisées à un échelon inférieur. Ainsi, lors de nos entretiens, certaines petites communes de l'agglomération nous ont confié adhérer totalement à la démarche de la CUB, car leurs faibles moyens ne leur permettraient pas de mener des actions de sensibilisation efficiente auprès de leurs habitants. L'opération « pionniers du climat » constitue alors une opportunité à saisir pour celles-ci. Ceci contribue à renforcer la réputation d'engagement de la CUB en faveur des questions climatiques.

- 14 La « *réputation* », d'après le dictionnaire électronique le *Grand Robert de la langue française* (2013), renvoie au « fait d'être avantageusement connu pour sa valeur intellectuelle ou professionnelle, etc. ». Le mot évoque ainsi la « considération » et la « notoriété ». Pour en revenir à notre sujet, ce que nous assimilons à un besoin de reconnaissance pour expliciter la stratégie de communication mis en place par la CUB pour fédérer autour des « pionniers du climat » s'avère être plus complexe. À y regarder de plus près, la communication intercommunale rend compte des questions de réputation. En effet, la CUB s'est montrée très sensible à l'opinion que les communes pouvaient avoir d'elle. Raison pour laquelle, d'ailleurs, elle a pris l'initiative de les associer à sa démarche. Une des spécificités de la réputation est qu'elle varie selon le public que l'on a en face. Nous avons observé par exemple, que si pour la plupart des communes, le télescopage des pratiques nuisait à l'efficacité de la campagne de communication autour des « pionniers ». Pour les partenaires socioéconomiques, à l'inverse, le télescopage des pratiques est symptomatique de la vitalité de la communication territoriale sur le changement climatique. Les premiers se sont focalisés sur la performance de l'action, sa lisibilité ; quand les seconds ont privilégié « l'engagement de conformité » (Gramaccia, 2011) face à l'injonction écologique. La réputation est donc plurielle. Une autre illustration : l'intercommunalité de services jouit d'une meilleure réputation que l'intercommunalité de projet au sein de la CUB. En résumé,

« La réputation n'est pas un bien solidifié dont serait propriétaire une personne physique ou morale. Elle réside dans la relation entre les parties, dans la qualité et les contours mouvants de cette relation. Elle est donc fondamentalement relationnelle, détenue et co-construite par les acteurs dans le temps » (d'Almeida, 2007, p. 143).

- 15 L'auteur soulève un point important, la question du temps. Celle-ci en rapport avec les phénomènes de communication, nous semble incontournable à prendre en compte pour avancer dans l'analyse.

# Discordances temporelles

16 Les « utopies mobilisatrices » en faveur de la lutte climatique territorialisée se nourrissent et se diffusent dans un contexte de crise écologique : alertes des experts scientifiques sur la finitude des ressources naturelles, la disparition d'îles, d'espèces animales, les cataclysmes climatiques, etc. De là, la juxtaposition de l'impératif écologique avec « l'impératif participatif » (Blondiaux, 2008) et l'impératif de légitimité, laquelle pouvait *a priori* propulser la mobilisation territoriale autour des « pionniers du climat », a produit l'effet inverse. Ce qui nous amène à questionner les temporalités de la communication.

17 La question de la relation entre « pratiques communicationnelles » et « temporalités » a toujours suscité l'intérêt de nombreux chercheurs issus des sciences humaines et sociales. À ce propos, Carayol (2005, p. 79) nous rappelle que les travaux de Gabriel Tarde, souvent cités en Sciences de l'Information et de la Communication,

« ont dès le début du siècle pointé la dimension temporelle de certaines pratiques de communication dans l'espace social. S'intéressant dans son ouvrage *L'opinion et la foule* (Tarde, 1901), à la différence entre public et foule, et à la nature du lien social qui fait les publics, il mentionne par exemple la question temporelle et notamment la notion de la simultanéité. Ce qui crée un public selon Tarde, c'est : « la simultanéité de leur conviction ou de leur passion, la conscience possédée par chacun d'eux que cette idée ou cette volonté est partagée au même moment par un grand nombre d'hommes ».

18 Depuis, la réflexion s'est renouvelée avec des auteurs comme Vitalis (2000) ; Têtu (2012) ; Turcin (2012) et Hong-Mercier (2012) qui ont étudié les « temporalités de l'espace médiatique » quand d'autres comme D'Almeida (2001) ; Boutinet (1998) ; Carayol (2005) ; Cordelier (2012) ou encore Mesnil (2012) s'intéressent aux « temporalités organisationnelles »<sup>4</sup>. Cette dernière approche attire particulièrement notre attention puisque nous nous intéressons à la mobilisation territoriale autour du plan climat de la CUB. Le but est d'interroger le temps de la communication intercommunale, parce que comme le soulignent Carayol et Bouldoires (2012, p. 10), les outils de communication ont pour spécificité de mélanger et de combiner les temporalités avec des résultats pas toujours optimaux. Convoquer la dimension temporelle nous permet donc de porter un nouveau regard sur notre objet d'étude. Il s'agit de ne pas simplement concevoir l'inscription temporelle de façon linéaire mais plutôt de rendre compte de tous les paramètres temporels de la situation étudiée. Dans cette entreprise, Carayol (2005) est de bon conseil. Citant les travaux de Ballard et Seibold (2004), l'auteure dénote trois principales approches dans l'analyse des « *dimensions temporelles des activités organisationnelles* ».

19 Tout d'abord, il est question de cerner les « *caractéristiques objectives du temps* » tels que « l'adaptabilité », « la flexibilité », « le rythme » ou « la ponctualité ». Dans l'exemple de la CUB, les communes avaient demandé un délai supplémentaire pour recruter des familles volontaires pour participer à la démarche « pionniers du climat » (par le biais de courriels notamment). Une requête que la CUB n'a pas pu satisfaire car le « planning était serré ». Par rapport au tempo, c'est-à-dire au rythme de l'action, il s'est révélé « flottant » dans le sens où le projet s'est étalé sur un an et demi. Période pendant laquelle, nous avons été en contact avec trois interlocuteurs différents en charge du projet, et où l'établissement a connu une importante restructuration de services. Aussi, le lancement du projet a été avorté à plusieurs reprises. En effet, au départ, la mise en place fut annoncée pour la rentrée de septembre 2011, puis pour octobre de la même année avant d'être effective en septembre 2012. Tous ces facteurs ont

largement contribué à faire du temps, une dimension non ajustable, puisque la finalisation et le déploiement de l'action se sont concentrés finalement sur une période très courte (cinq mois). De fait, la CUB n'a pas pu éviter le télescopage de pratiques territoriales favorables à la lutte climatique ; ni celui des « pionniers du climat » avec les autres campagnes de communication pilotées par la CUB. Un représentant de la CUB confirme :

« Il y a de grands événements communautaires qui viennent perturber le calendrier de la communication [autour des pionniers du climat] ; après c'est la question des priorités. C'est vrai qu'actuellement, la CUB lance sa politique de l'eau, la marque « l'eau de la CUB ». Il y a des publicités que j'ai remarquées. Il y a une grosse communication sur ça. [...] et du coup, la communication autour des pionniers du climat a pris un peu de retard ».

- 20 Sur ce dernier point, de manière unanime, les publics interrogés ont déploré l'absence de ponctualité lors de la livraison des supports de communication (affiches et *flyers*) destinés à promouvoir l'initiative auprès des habitants. Ceux-ci ont été diffusés aux acteurs quelques jours avant la clôture des inscriptions. Dans un registre similaire, un chargé de mission nous explique pourquoi, ce n'est pas toujours évident de relayer les informations transmises par la CUB :

« Toujours le même problème : nous, le mag [c'est-à-dire le journal municipal], c'est une fois tous les trois mois ; et le problème qu'il y a souvent avec la CUB, c'est qu'ils sont à flux tendu sur les infos et s'ils nous envoient l'info, il faudrait tout de suite, la diffuser. Sauf que ce n'est pas toujours possible car si notre mag vient de sortir, la prochaine publication sera dans trois mois ».

- 21 Ce témoignage illustre l'existence de « *représentations subjectives du temps* » (Schriber & Gutek, 1987 cités par Carayol, 2005), et c'est notre deuxième point. Le but est de s'intéresser à la « *conscience du temps* » et à « *l'autonomie dans l'usage du temps* ». Ainsi, du côté de la CUB, on nous confie que « ça a toujours été compliqué de se soumettre au rythme du calendrier » de la direction de la communication qui manifeste « la volonté de contrôler les outils ». Dans les communes, certains répondants estiment que c'est le manque de temps qui justifie la faiblesse de leur engagement dans le projet de la CUB : « J'ai manqué de temps donc je n'ai pas pu faire le relais correctement », déclare un chargé de mission. On a également observé que les différentes communes de la CUB se situent à des degrés distincts dans la réalisation de leurs plans climats pour celles qui sont concernées. Les intérêts et les ambitions divergent donc.

- 22 Dans ce climat, et en dernier lieu, il apparaît difficile de trouver des « *aspects intersubjectifs ou partagés dans l'expérience du temps* » (Carayol, 2005). Pour autant, la Communauté Urbaine de Bordeaux a conscience des limites de la mobilisation auprès des communes. L'instance perçoit le chevauchement des actions de communication territoriales sur le changement climatique, lequel peut nuire à la lisibilité de ses propres actions. En effet, ces pratiques de communication produisent des pratiques du temps dispersées à l'échelle communautaire. Les acteurs locaux partagent sur le fond les objectifs (encourager un mode de vie écologique au niveau local) ; mais, ils se distinguent par leur conception du temps et par les ressources humaines et financières dont ils disposent. En résumé, nous retenons une économie de la perspective temporelle dans le cadre des « pionniers du climat ».

## Conclusion

- 23 Nous avons essayé tout au long de ce texte de nous attaquer à la critique des

« utopies mobilisatrices » en nous appuyant sur le cas de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB). Rappelons que nous définissons les « utopies mobilisatrices » comme étant fondées sur la croyance selon laquelle, la mobilisation territoriale (supportée par des dispositifs de communication) est la condition *sine qua non* à la réussite de l'action publique surtout en matière de questions écologiques. Nous avons ainsi vu que la communication intercommunale sur le changement climatique était complexe car elle revêt des enjeux enchevêtrés et contradictoires : entre imputation, députation et réputation. Nous avons évoqué, également, les temporalités communicationnelles de la collectivité opposées aux temporalités des communes. Cette question du temps de la mobilisation est centrale puisqu'elle nous rappelle que les exigences du temps écologique sont différentes de celles du temps de l'action politique, laquelle possède, à son tour, des exigences différentes du temps des citoyens. Au final, l'articulation de ces trois échelons est le défi à relever par les instances locales si elles veulent sortir du piège des « utopies mobilisatrices » et favoriser l'efficacité de pratiques de communication.

---

## Bibliographie

Des DOI (Digital Object Identifier) sont automatiquement ajoutés aux références par Bilbo, l'outil d'annotation bibliographique d'OpenEdition.

Les utilisateurs des institutions abonnées à l'un des programmes freemium d'OpenEdition peuvent télécharger les références bibliographiques pour lesquelles Bilbo a trouvé un DOI.

Format

APA

MLA

Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

Format

APA

MLA

Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BERNARD F., « Organiser la communication d'action et d'utilité sociétales. Le paradigme de la communication engageante », *Communication & organisation*, n° 29, 2006, p. 65-84.

DOI : [10.4000/communicationorganisation.3374](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.3374)

Format

APA

MLA

Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BESSIÈRES D., « La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels », *Communication & organisation*, n° 35, 2009, p. 14-28.

DOI : [10.4000/communicationorganisation.686](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.686)

BLONDIAUX L., *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil, « La république des idées », 2008, p. 109.

CARAYOL V. & BOULDOIRES A. (dir.), *Discordance des temps. Rythmes, temporalités, urgence à l'ère de la globalisation et de la communication*, Pessac, MSHA, 2012, p. 314.

Format

APA

MLA



## Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

CARAYOL V., *Principe de contrôle, communication et temporalités organisationnelles*, 2005, [Page consultée le 23 octobre 2011]. Disponibilité et accès <http://edc.revues.org/276>. DOI : 10.4000/edc.276

CÉFAÏ D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, « La bibliothèque du mauss », 2007, p. 727.

D'ALMEIDA N., *La société du jugement. Essai sur les nouveaux pouvoirs de l'opinion*, Paris, Armand Colin, « AC.Universitaire », 2007, p. 252.

GRAMACCIA G., « Les stratégies performatives dans le discours environnementaliste », *Recherches en communication*, n° 35, 2011, p. 79-90.

HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, « Passages », 2000, p. 240.

LAVIGNE A., *Suggestion d'une modélisation de la communication publique : principales formes discursives et exemples de pratiques*, 2008, [Page consultée le 22 juillet 2011]. Disponibilité et accès [http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/18/14\\_LAVIGNE.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/18/14_LAVIGNE.pdf).

LONEUX C., *Le management durable : vers une nouvelle forme de régulation des pratiques professionnelles ?*, 2009, [Page consultée le 25 avril 2013.]. Disponibilité et accès <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00631497/>.

## Format

APA

MLA

Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

NDIAYE M. P. & GRAMACCIA G. *La sentinelle de l'écologie politique à l'aune de la démocratie locale : le cas de la Communauté urbaine de Bordeaux*, 2015, Communiquer [En ligne], 14 [Page consultée le 10 octobre 2015]. Disponibilité et accès : <http://communiquer.revues.org/1748>. DOI : 10.4000/communiquer.1748

NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Armand Colin, « collection U », 2007, p. 252.

PASQUIER D. & CÉFAÏ D. (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publiques médiatiques*, Paris, 2003, PUF.

## Format

APA

MLA

Chicago

Le service d'export bibliographique est disponible pour les institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.

Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : [access@openedition.org](mailto:access@openedition.org).

BENFORD D. & SNOW R.-D. (2000), *Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment*, 2000, [Page consultée le 19 février 2011]. Disponibilité et accès <http://www.jstor.org/stable/223459>. DOI : 10.1146/annurev.soc.26.1.611

SALLES D., *Les défis de l'environnement. Démocratie et efficacité*, Paris, Syllepses, « Écologie et Politique », 2006, p. 250.

SFEZ L. *La communication*. Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2007, p. 128.

## Notes

1 La Communauté Urbaine de Bordeaux (ou CUB) est devenue, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Bordeaux Métropole, métropole française, située dans le département de la Gironde, en région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Elle regroupe 28 communes de l'agglomération de Bordeaux. Elle compte 749 595 habitants<sup>1</sup>, en 2013 (Source : Wikipédia).



2 Le terme d'utopie est la traduction française de « *utopia* », un néologisme tiré du grec par l'écrivain anglais Thomas More afin de désigner la société idéale qu'il a imaginé dans son livre éponyme. Utopie est la contraction de la négation « ou » en grec et de « *topos* » le lieu, donc littéralement utopia désigne un « pas de lieu », « un lieu qui n'existe pas ». Nous utilisons ici le mot « utopie » au sens d'« Idéal, vue politique ou sociale qui ne tient pas compte de la réalité » (Le Grand Robert de la langue française, édition électronique, 2012).

3 D'après les défenseurs de ce courant, les activités humaines ne seraient pas l'origine du réchauffement climatique. De plus, ils considèrent qu'il y a plutôt un refroidissement des températures par conséquent, il n'y a pas, selon eux, d'urgence à mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation au climat.

4 Cet inventaire s'appuie sur le livre coordonné par Valérie Carayol & Alain Bouldoires, intitulé « Discordance des temps. Rythmes, temporalités, urgence à l'ère de la globalisation et de la communication » paru aux éditions MSHA en 2011.

---

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

Marième Pollèle Ndiaye, « Communication intercommunale et changement climatique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 23 mars 2016, consulté le 08 avril 2016. URL : <http://rfsic.revues.org/1890>

---

## ***Auteur***

### **Marième Pollèle Ndiaye**

Dr Marième Pollèle Ndiaye est Enseignante-chercheure à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis – Sénégal. Section Communication - UFR Civilisations, Religions, Arts et Communication. Université Gaston Berger de Saint-Louis. Chercheure associée au laboratoire Médiation, Information, Communication et Art (MICA). Université Bordeaux Montaigne.

---

## ***Droits d'auteur***



Les contenus de la *Revue française des sciences de l'information et de la communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.